

EXTRAIT DE REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE

REGISTRE N° 1

Réunion du
18 décembre 2024La séance du Conseil s'est
tenue à la salle des fêtes
d'Ohain à 18 h.

Etaient présents : **Pour ANOR** : M. Jean-Luc PERAT, Mme Joëlle BOUTTEFEUX, M. Benjamin WALLERAND, Mme Sandra PAGNIEZ, M. Bernard BAILLEUL ; **Pour BAIVES** : M. Claude GARY ; **Pour EPPE SAUVAGE** : Mme Vivianne DESMARCHELIER ; **Pour FERON** : M. Jean-François BAUDRY ; **Pour FOURMIES** : M. Mickaël HIRAUX, Mme Valérie DUFOSSET, M. Benoît WASCAT, M. Maxence SIMPERE, Mme Nathalie PATIN, M. Louis YDE, Mme Corinne LEFORT, M. Jean-Luc BURY, Mme Agnès DUPARCQ, M. Philippe VIEVILLE, M. Jean-Pierre WILHEM, Mme Réjane CLEMENT, M. Jérôme ALCESILAS, M. Cédric GLASSET ; **Pour GLAGEON** : M. Frédéric BETTIGNIES, Mme Aurélie PEROT ; **Pour MOUSTIER EN FAGNE** : M. Jean-Michel HANCART ; **Pour OHAIN** : M. Sylvain OXOBY, Mme Lydie BUREL ; **Pour TRELON** : M. Thierry REGHEM, M. Michel BOMBART, Mme Ludivine GRANATA, M. Eric BONGIBAUT ; **Pour WALLERS EN FAGNE** : M. Bernard NAVARRE ; **Pour WIGNEHIES** : M. Jean-Guy BERTIN, Mme Valérie SELLIER, M. Pascal COBUT, M. Clément CHIKH.

Etaient absents excusés représentés et ayant donné pouvoir : **Pour FOURMIES** : Mme Amandine TROCLET a donné pouvoir à M. Maxence SIMPERE, Mme Clothilde FRISON a donné pouvoir à M. Benoît WASCAT, M. Jean-Paul PRONAU a donné pouvoir à Mme Nathalie PATIN, **Pour TRELON** : Mme Liliane COLLIER a donné pouvoir à M. Michel BOMBART, **Pour WIGNEHIES** : Mme Sylvie FOUAN a donné pouvoir à Mme Valérie SELLIER ; **Pour WILLIES** : M. Patrick LANDA a donné pouvoir à Mme Vivianne DESMARCHELIER.

Etaient absents ou excusés : **Pour FOURMIES** : Mme Myriam COUPAIN, Mme Véronique BOUBIA ; **Pour GLAGEON** : M. Ludovic ZACHARIE ;

Secrétaire de séance : M. Maxence SIMPERE

N° 340a RESSOURCES HUMAINES : Création d'un emploi permanent – (article L332-8-2° du code général de la fonction publique territoriale).

Conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant.

Il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique compétent.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- Le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- La catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- Pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (.../35èmes).

Dans le cas présent, il est nécessaire de prévoir la création d'un emploi permanent de chargé de coopération de la convention territoriale globale et référent du service public de la petite enfance, à temps complet, dans les grades de rédacteur principal de 2^{ème} ou

1^{ère} classe (catégorie hiérarchique B) ou le grade d'attaché (catégorie hiérarchique A) pour le service administration générale.

Ce chargé de coopération de la convention territoriale globale et référent du service public de la petite enfance contribuera à l'élaboration de la Convention Territoriale Globale à l'échelle de la Communauté de Communes pour 80% de son temps et sera référent du service public de la petite enfance pour les 20% restants.

Les missions principales seront :

- Réalisation du diagnostic thématique et territorial : état des lieux (ressources : dispositifs, acteurs du développement territorial, des tendances et facteurs d'évolution, des leviers d'intervention possibles de la collectivité) et identification des enjeux,
- Définition du cadre d'orientation,
- Elaboration du schéma de développement et des plans d'action qui en découlent,
- Organisation de la gouvernance,
- Appui au pilotage et à l'animation de la CTG,
- Appui à la gouvernance : assistance et conseil auprès des élus et des instances de pilotage, organisation et animation de comités de pilotage,
- Appui à la gouvernance : assistance et conseil auprès des élus et des instances de pilotage, organisation et animation de comités de pilotage, des groupes techniques, des commissions thématiques et territoriales,
- Animation de la dynamique partenariale (acteurs locaux et institutionnels) : identification et mobilisation des partenaires stratégiques, suivi du lien avec les référents et les chargés de coopération locaux, identification des attentes, organisation de l'information et la communication, développement des échanges d'expérience et d'actions transversales,
- Organisation et animation de la relation avec la population : favoriser l'expression et la mobilisation des habitants (développement, animation et pérennisation de démarches de concertation et de participation, valorisation des initiatives), construction et mise en œuvre d'une stratégie de communication, régulation des relations institutions/acteurs/population,
- Accompagnement de la mise en œuvre opérationnelle du projet de territoire inscrit dans la CTG,
- Elaboration et conduite des programmes d'actions : accompagnement méthodologique des porteurs de projets (diagnostic, définition, outils de suivi, adaptation des projets à l'évolution des contextes), contractualisation des projets, portage d'actions en propre,
- Contribution au renforcement du maillage territorial des structures d'animation de la vie sociale,
- Contribution à l'évaluation de la CTG et des actions mises en œuvre,
- Elaboration du cadre d'évaluation et mettre en place des indicateurs de suivi,
- Mobilisation des données auprès des partenaires et acteurs,
- Exploitation (analyses quantitatives et qualitatives) et communication des résultats de veille professionnelle,
- Veille sur la réglementation, les outils et méthodes du développement territorial, l'environnement économique social, culturel, politique.

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de L332-8-2° du code général de la fonction publique territoriale. En effet, cet agent contractuel sera recruté à durée déterminée de 1 an minimum (3 ans maximum renouvelable dans la limite totale des 6 ans) compte tenu de la nature des fonctions très spécialisées.



Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

L'agent devra donc posséder un niveau Bac à Bac +3. Il devra posséder des capacités rédactionnelles et savoir travailler en transversalité avec les services de la CCSA et l'ensemble des communes et partenaires extérieurs. Le permis de conduire sera obligatoire.

Sa rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Le conseil communautaire,

Après avoir entendu l'exposé de M. le Vice-Président en charge des Ressources Humaines,

Après avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACTE la création, à compter du 1^{er} janvier 2025, d'un emploi permanent, à temps complet, de chargé de coopération de la convention territoriale globale et référent du service public de la petite enfance, dans les grades de rédacteur principal de 2^{ème} ou 1^{ère} classe (catégorie hiérarchique B) ou le grade d'attaché (catégorie hiérarchique A).

Fait en séance les jours, mois et an susdits
Ont signé au registre les membres présents
POUR EXPEDITION CONFORME
Le Président

